Réseau
Sortir du nucléaire

Réseau "Sortir du nucléaire"
9 rue Dumenge - 69317 Lyon
Tél : 04 78 28 29 22 Fax : 04 72 07 70 04
www.sortirdunucleaire.org

Fédération de plus de 930 associations et 60 000 personnes, agrée pour la protection de l'environnement

Source : https://www.sortirdunucleaire.org/Rapport-d-audit-sur-l-EPR-une-mise-en-scene-pour

28 octobre 2019

Rapport d'audit sur l'EPR : une mise en scène pour masquer la poursuite de la fuite en avant ?

Ce lundi 28 octobre, Jean-Martin Folz, ancien PDG de PSA, a remis à Bruno Le Maire un rapport d'audit sur l'EPR de Flamanville. La conférence de presse à laquelle ont participé Bruno Le Maire, Jean-Bernard Lévy et Elisabeth Borne, a donné lieu à une démonstration flagrante (et malheureusement prévisible) d'hypocrisie : malgré le constat d'échec, la fuite en avant continue grâce à une hypothétique remobilisation de la filière !

Un constat d'échec qui mériterait d'être approfondi…

Si le rapport remis aujourd'hui pointe à juste titre des retards et surcoûts et une perte de compétence, il fait principalement référence à des éléments déjà connus et passe bien rapidement sur d'autres problèmes. Évoquer l' « *insuffisance des contrôles* » ne rend pas compte de la politique du fait accompli pratiquée par EDF et anciennement Areva qui, de manière répétée, ont dissimulé des malfaçons à l'Autorité de sûreté nucléaire.

Le remède au fiasco ? Poursuivre la fuite en avant !

Malgré ce constat d'échec, partagé par Bruno Le Maire, la conclusion du rapport n'est pas l'abandon de l'EPR… mais la poursuite de la fuite en avant, avec la suggestion d' « ***afficher des programmes stables à long terme de construction de nouveaux réacteurs en France*** *et d'entretien du parc existant qui donnent aux entreprises concernées la visibilité et la confiance nécessaires pour qu'elles engagent les efforts d'investissement et de recrutement indispensables » !*

Ni le ton ferme de Bruno Le Maire qui appelle la filière nucléaire à se ressaisir, ni les grandes déclarations de Jean-Bernard Lévy ne doivent tromper qui que ce soit : **cet exercice n'est qu'une mise en scène, un passage obligé pour mieux préparer le terrain à la poursuite du programme EPR**. Au final, malgré ce pseudo-recadrage, EDF s'en sort à bon compte en étant chargée par l'État de réaliser un plan d'action et en promettant une hypothétique remise en ordre de

marche de la filière nucléaire.

Certes, la ministre de la Transition écologique rappelle que la décision de construire de nouveaux réacteurs ne sera prise qu'en 2023 et que différents scénarios sont sur la table, dont celui d'une France 100% renouvelables. Mais ces quelques réserves camouflent mal l'absence de soutien politique du gouvernement à toute remise en question du nucléaire.

Poursuivre l'EPR, un choix absurde et climaticide

Les grandes déclarations d'intention ne doivent tromper personne. Il est illusoire d'imaginer que la filière nucléaire pourra se remettre en ordre de marche pour construire de nouveaux réacteurs rapidement et à moindre coût. On n'efface pas ainsi en quelques mois des décennies de mauvaises pratiques et de dissimulation des malfaçons ! Et comment EDF peut-elle parler de regagner en compétence tout en continuant à pratiquer la sous-traitance massive et la mise en concurrence de ses prestataires sur la base du moins-disant social (sans parler des pratiques de travail détaché déjà condamnées par la justice sur le chantier de l'EPR) ?

Le gouvernement ne pourra pas prétendre « tirer les conséquences » de ce fiasco tant qu'il continuera de gaspiller des dizaines de milliards d'euros dans une énergie dangereuse et obsolète. Une telle attitude est impardonnable, alors que l'urgence climatique exigerait de consacrer dès maintenant ces sommes aux économies d'énergie et aux énergies renouvelables, seules options à même de réduire rapidement et à moindre coût nos émissions de gaz à effet de serre.